

2 Politique

Tournée nationale du Parti démocratique gabonais/Étapes Koula-Moutou et Iboundji

Fidélité sans partage malgré tout

J.K.M

Koula-Moutou / Gabon

COMMENT pourrait-on croire encore que nul n'est prophète chez soi après l'accueil chaleureux et populaire auquel ont eu droit le secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG), Faustin Boukoubi et l'ensemble des membres de sa délégation, samedi, à Koula-Moutou, au troisième jour de leur périple dans la province de l'Ogooué-Lolo ?

Tout le gotha politico-administratif du département de la Lolo-Bouenguïdi, en tête duquel le membre du Comité permanent du bureau politique, Guy Nzouba Ndama, a tenu à rendre un vibrant hommage à leur "frère et fils Faustin" qui, à en croire le président de l'Assemblée nationale, aura fait preuve de ténacité depuis le dernier congrès pour mener à bien la barque PDG en dépit de la zone de turbulences qu'il traverse actuellement et "tous ceux qui,



Photo : J.K.M

Le secrétaire général du PDG, Faustin Boukoubi et...

d'une manière ou d'une autre, ont voulu saper l'héritage d'Omar Bongo Ondimba". Au-delà, le millier de militants et sympathisants du PDG réunis au CDI du chef-lieu de la province de l'Ogooué-Lolo a tenu à réaffirmer sa fidélité et son attachement au parti au pouvoir. Cela d'autant plus que c'est sur les bords de la Bouenguïdi que, Omar Bongo créa le PDG le 12 mars 1968. Une sorte de responsabilité historique que les



Photo : J.K.M

... le membre du bureau politique Guy Nzouba Ndama, livrant leurs messages aux militants et sympathisants.

Logovéens assument pleinement dans la droite ligne de Jean-Stanislas Migolet, Paul Moukambi et autres hommes politiques originaires de cette province aujourd'hui disparus. "Une fidélité sans partage" qui, selon de nombreux militants, n'est pas récompensée de la plus belle manière vu que, selon eux, l'Ogooué-Lolo pâtit cruellement de la mauvaise qualité de son réseau routier, du chômage, de l'insuffisance des structures



Photo : J.K.M

Une vue de l'arrivée de la délégation.

sanitaires, économiques, etc. Toutes choses qui, contrairement à certaines idées reçues, prouvent à suffisance que l'Ogooué-Lolo est loin d'être une province "privilegiée" sans aucun problème. Bien au contraire, les populations ont le sentiment d'avoir été abandonnées d'autant plus que, selon elles, beaucoup de promesses leur ont été faites sans être honorées. Ce qui ne signifie nullement que les Logovéens soient

devenus hostiles au PDG. Pour preuve, ils se sont dits confiants dans la capacité et la détermination du chef de l'État à apporter et trouver des solutions à leurs difficultés. Tant la relation qui les lie au PDG et à son "Distingué camarade président" Ali Bongo Ondimba est fusionnelle. À telle enseigne que, à quelques exceptions près, les principaux responsables politiques de cette province n'ont jamais quitté le navire PDG.

La secrétaire provinciale, Élisabeth Gngongo, le membre du conseil consultatif des sages, Martin Fidèle Magnaga, et la secrétaire nationale pour l'Ogooué-Lolo, Nanette Longa ne croyaient pas si bien dire en exhortant l'assistance à "continuer à toujours voir l'avenir en confiance avec le PDG et à défendre les couleurs du candidat de leur formation politique à la prochaine Présidentielle". Tous, comme le représentant de l'UJPDG, ont appelé le président de la République à endosser ce rôle, afin qu'il continue l'œuvre de développement qu'il a amorcée depuis son accession à la magistrature suprême. Pour Faustin Boukoubi, il ne saurait en être autrement. D'où son appel à l'unité, à la cohésion et au rassemblement derrière Ali Bongo Ondimba. Des propos qu'il a tenus la veille à Iboundji, chef-lieu du département de l'Offoue-Onoye, où les populations, en dépit des nombreuses difficultés auxquelles elles font face, ont réaffirmé leur soutien à Ali Bongo Ondimba.

Révision des listes électorales

La vitesse de croisière à Libreville

R.H.A

Libreville / Gabon

À moins de deux semaines de la fin de l'opération de révision des listes électorales, les bureaux d'enrôlement sont pris d'assaut par les populations qui s'activent pour ne pas rater cette ultime occasion. D'après les indications d'un agent enrôleur, la

moyenne peut être évaluée à 20 enrôlements par jour. "Le samedi est leur jour favori. Ils viennent ici en masse, si bien qu'il arrive qu'on ferme nos portes à des heures très avancées", a indiqué Pierre. M., agent enrôleur. On peut dire que c'est le résultat des nombreuses campagnes menées par le ministère de l'Intérieur et de sensibilisation des différents acteurs politiques. Il y a bien une évidence qui

ne trompe pas, les populations ont réellement pris conscience de l'enjeu de cette dernière phase. L'urgence est tellement visible que même les personnes âgées font le déplacement des bureaux d'enrôlement. "Cette semaine nous avons reçu deux hommes de plus de 60 ans qui souhaitaient se faire enrôler", a ajouté l'agent. Il faut également relever certains manquements. À Ntoun, précisément sur le

perron de la salle polyvalente, les listes sont bien affichées sur les panneaux, malheureusement, elles sont collées les unes sur les autres. Résultat, les fiches sont abîmées voire hors d'usage. Ce qui rend la consultation quasi impossible pour les usagers. En dehors de ces quelques couacs, l'opération semble avoir atteint sa vitesse de croisière à Libreville. Plus que 10 jours seulement pour les retardataires !



Photo : R.H.A

Les bureaux aménagés pour la circonstance sont pris d'assaut par les citoyens.

La Semaine de ...

Cohérence !

LA présente chronique sera essentiellement consacrée à l'assemblée plénière extraordinaire du Conseil national de la Démocratie (CND). Des assises convoquées "à la demande du président de la République". Ce choix ne signifie pas que la semaine qui vient de s'achever ait été pauvre en événements. Loin s'en faut. Même si, pour certains, il a été plutôt question d'un prolongement. C'est, entre autres, le cas des mouvements de grève constatés dans plusieurs secteurs tels que l'éducation nationale avec les enseignants de la Conasysed, et la Santé. La situation dans les hôpitaux publics de la capitale mérite à plus d'un titre que le gouvernement s'y intéresse davantage. C'est aussi sur des dossiers de ce genre que, Paul Biyoghe Mba, 1er vice-Premier ministre en charge de la Santé, devrait déployer à fond sa forte inspiration observée sur le terrain politique dans la province de l'Estuaire... Parmi les autres événements ayant marqué l'actualité ces derniers jours, on citera, entre autres, la visite officielle du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, en Égypte où il a rencontré son homologue Abdel Fattah al-Sissi, et participé à un forum économique ; la poursuite de la tournée nationale du secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG), Faustin Boukoubi, dans l'Ogooué-Lolo, berceau du parti au pouvoir ; les échauffourées à l'université Omar Bongo (UOB) où on annonce d'ailleurs un mouvement de grande

ampleur ce lundi ; l'installation des nouveaux gouverneurs des provinces du Haut-Ogooué (Jacques Denis Tsanga), l'Ogooué-Ivindo (Jules Djéki), du Moyen-Ogooué (Michel Ngueba Koumba), l'Estuaire (Diderot Moutsinga Kebila). A ceux-là il faudra ajouter la libération de Serge Maurice Mabiala. L'ancien ministre de la Fonction publique, par ailleurs membre du bureau politique du PDG et l'une des éminences grises du courant "Héritage et Modernité" a, en effet, recouvré la liberté après près de cinq mois de détention. Ses avocats qui ont toujours clamé le caractère vide du dossier d'accusation, laissant planer des soupçons d'un règlement de comptes politique, précisent qu'il s'agit d'une liberté provisoire, suite à une ordonnance rendue par le juge d'instruction, contre le paiement au Trésor public d'une caution "énorme", chiffrée "à plusieurs dizaines de millions de F CFA". Toutefois, le dossier est toujours pendu devant le juge d'instruction qui peut, à tout moment, le convoquer pour l'entendre. C'est tout ce que l'opinion sait de cette affaire à ce jour. Dans l'espoir que d'ici là, ses avocats, sa famille ou ses amis de "Héritage et Modernité" permettront d'en savoir un peu plus...

De la Plénière du CND maintenant

A la demande du président de la République,

une assemblée plénière extraordinaire du Conseil national de la Démocratie s'est ouverte, jeudi dernier, à l'hôtel Radisson Blu Okoumé Palace. La cérémonie d'ouverture était présidée par la première personnalité de ladite institution, Me Séraphin Ndaot Rembogo. Ce qui a donné un caractère particulier à cette manifestation restera sans doute la communication du chef de l'État à l'attention des membres du CND. Celle-ci a été lue par le ministre chargé des Institutions constitutionnelles, Pr Léon Nzouba. Que retenir de l'adresse du président Ali Bongo Ondimba ? D'abord qu'il réaffirme la place du Conseil national de la Démocratie dans son rôle d'instance de consolidation de la démocratie dans notre pays. De même, le chef de l'État s'est bien imprégné des recommandations contenues dans le rapport de la dernière assemblée plénière ordinaire du CND, tenue à la fin de l'année 2015 ; lequel lui a été remis par le bureau du CND. Ces recommandations tournaient autour de la révision de plusieurs dispositions du Code électoral, et la tenue d'un dialogue national, convoqué par décret du président de la République et ayant lieu au sein du CND. Dans l'ensemble, la communication du chef de l'État peut être considérée comme la suite donnée à ce rapport. Dans ce cadre, Ali Bongo Ondimba a livré son avis sur les principaux points inscrits dans le rapport du CND. S'agissant par exemple de la révision

de certaines dispositions de la loi électorale, il a rappelé que la Loi fondamentale "décline les règles démocratiques qui ne doivent souffrir d'aucune modification pendant l'année électorale". Par rapport au dialogue national, le numéro un gabonais estime qu'il ne doit pas être que politique. Mais aussi "civil, social, culturel, inter-générationnel, impliquant tous les Gabonais, militants ou non des partis politiques ou des associations..." De ce dialogue doit "naître un pacte républicain définissant comment vivre le mieux possible ensemble". Et selon Ali Bongo Ondimba ce dialogue tel que défini n'a pour cadre que le CND. Toutefois, Le chef de l'État relève que "la profondeur, la densité, la délicatesse et la sensibilité des sujets me confortent dans l'idée qu'il est important de prendre du temps pour mieux préparer notre dialogue"... Tout ce qui ont suivi la communication du président de la République, on dû relever une certaine cohérence. Puisque depuis longtemps, Ali Bongo Ondimba se dit ouvert au dialogue politique, mais dans le seul cadre du CND, pendant que certains acteurs politiques de l'opposition le réclament en dehors, au motif que les recommandations du CND ne s'imposent pas aux acteurs. Ceci étant, qu'en pensent ceux qui, même au sein du CND, souhaitent que ledit dialogue se tienne avant les prochaines élections ?